

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

ATTENTION DEPUIS LE 1^{er} OCTOBRE 2018, LA RÉPONSE AUX APPELS D'OFFRES
SE FAIT UNIQUEMENT PAR VOIE DEMATERIALISEE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES (CCAP)

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

COMMUNE DE CINTRAY
Mairie
1 rue de la mairie
28300 CINTRAY

Personne représentant le pouvoir adjudicateur habilitée à signer le marché

MONSIEUR LE MAIRE DE LA COMMUNE DE CINTRAY

Objet du marché

**RÉNOVATION ET AMÉNAGEMENT
D'UN BIEN EXISTANT EN SALLE COMMUNALE
1, RUE DE L'ÉCOLE
28300 CINTRAY**

Comptable public assignataire

TRÉSORERIE DE CHARTRES MÉTROPOLE
8 Impasse de Quercy – 28115 LUCÉ CEDEX
Tél : 02-37-91-23-83 / t02813@dgfip.finances.gouv.fr

DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES :
17 OCTOBRE 2025 A 12H00

Table des matières

CHAPITRE 1 GÉNÉRALITÉS

ARTICLE 1 – CHAMPS D'APPLICATION

- 1.1. Objet du marché
- 1.2. Décomposition en lots
- 1.3. Clause sociale obligatoire
- 1.4. Intervenants

ARTICLE 2 - DÉFINITIONS

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES

- 3.1. Forme des notifications et informations
- 3.2. Modalités de computation des délais d'exécution des prestations
- 3.3. Représentation du pouvoir adjudicateur
- 3.4. Titulaire
- 3.5. Cotraitance
- 3.6. Sous-traitance
- 3.7. Bons de commande
- 3.8. Ordres de service
- 3.9. Convocations du titulaire – Rendez-vous de chantier

ARTICLE 4 - PIÈCES CONTRACTUELLES

- 4.1. Ordre de priorité
- 4.2. Pièces à remettre au titulaire – Cession ou nantissement des créances

ARTICLE 5 – CONFIDENTIALITÉ - MESURES DE SÉCURITÉ

- 5.1. Obligation de confidentialité
- 5.2. Protection des données à caractère personnel
- 5.3. Mesures de sécurité

ARTICLE 6 - PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DU TRAVAIL

ARTICLE 7 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SÉCURITÉ ET SANTÉ

ARTICLE 8 - ASSURANCES

- 8.1. Assurance de responsabilités des Entreprises
- 8.2. Assurance de responsabilités Maître d'Ouvrage
- 8.3. Dispositions diverses

CHAPITRE 2 : PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES

ARTICLE 9 - CONTENU ET CARACTÈRE DES PRIX

- 9.1. Contenu des prix
- 9.2. Nature du prix
- 9.3. Décomposition et sous-détail des prix
- 9.4. Variation dans les prix
- 9.5. Gestion et répartition des dépenses d'intérêt commun
- 9.6. Augmentation du montant des travaux

ARTICLE 10 – RÉMUNÉRATION DU TITULAIRE ET DES SOUS-TRAITANTS

- 10.1. Avances
- 10.2. Règlement des comptes
- 10.3. Prix des travaux
- 10.4. Approvisionnements
- 10.5. Actualisation ou révision de prix
- 10.6. Rémunération en cas de tranches optionnelles
- 10.7. Rémunération en cas d'entrepreneurs groupés
- 10.8. Rémunération de sous-traitants payés directement

10.9. Retenue de garantie

ARTICLE 11 - CONSTATATIONS ET CONSTAT CONTRADICTOIRES

ARTICLE 12 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

12.1. Demandes de paiement mensuelles

12.2. Acomptes mensuels

12.3. Demande de paiement finale

12.4. Décompte général et définitif - Solde

12.5. Règlement des co-traitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct

12.6. Facturation électronique

ARTICLE 13 - RÈGLEMENT DU PRIX DES PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES OU MODIFICATIVES

ARTICLE 14 - AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX

ARTICLE 15 - DIMINUTION DU MONTANT DES TRAVAUX

ARTICLE 16 - CHANGEMENT DANS L'IMPORTANCE DES DIVERSES NATURES D'OUVRAGE

ARTICLE 17 - PERTES ET AVARIÉS

CHAPITRE 3 : DÉLAIS

ARTICLE 18 - FIXATION ET PROLONGATION DES DÉLAIS

18.1. Délais d'exécution

18.2. Prolongation des délais d'exécution

ARTICLE 19 - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

19.1. Pénalités pour retard

19.2. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

19.3. Pénalités et retenues autres

CHAPITRE 4 : RÉALISATION DES OUVRAGES

ARTICLE 20 – DÉVELOPPEMENT DURABLE

20.1. Clause d'insertion sociale

20.2. Clause environnementale générale

ARTICLE 21 - PROVENANCE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

ARTICLE 22 - LIEUX D'EXTRACTION OU D'EMPRUNT DES MATÉRIAUX

ARTICLE 23 - QUALITÉ DES MATÉRIAUX ET PRODUITS. - APPLICATION DES NORMES

ARTICLE 24 - VÉRIFICATION QUALITATIVE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS. - ESSAIS ET ÉPREUVES

ARTICLE 25 - VÉRIFICATION QUANTITATIVE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

ARTICLE 26 - PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR LE TITULAIRE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE DANS LE CADRE DU MARCHÉ

ARTICLE 27 - PLAN D'IMPLANTATION DES OUVRAGES ET PIQUETAGES

27.1. Plan général d'implantation des ouvrages

27.2. Piquetage général

27.3. Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

ARTICLE 28 - PRÉPARATION DES TRAVAUX

28.1. Période de préparation

28.2. Programme d'exécution – Calendrier d'exécution

28.3. Sécurité et protection de la santé des travailleurs

28.4. Gestion de la qualité

28.5. Registre de chantier

ARTICLE 29 - ÉTUDES D'EXÉCUTION

29.1. Plans d'exécution des lots architecturaux

29.2. Documents à la charge des entreprises

29.3. Approbation du Maître d’Œuvre

ARTICLE 30 - MODIFICATIONS APPORTÉES AUX DISPOSITIONS
CONTRACTUELLES

ARTICLE 31 - INSTALLATION, ORGANISATION, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DU
CHANTIER 31.1. INSTALLATIONS DE CHANTIER :

31.1. Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantiers

31.2. Lutte contre le travail dissimulé

ARTICLE 32 - ENGINS EXPLOSIFS DE GUERRE OU MATÉRIAUX DANGEREUX

ARTICLE 33 – MATÉRIAUX OBJETS ET VESTIGES TROUVÉS SUR LE CHANTIER

ARTICLE 34 – DÉGRADATIONS CAUSÉES AUX VOIES PUBLIQUES

ARTICLE 35 – DOMMAGES DIVERS CAUSÉS PAR LA CONDUITE DES TRAVAUX
OU LES MODALITÉS DE LEUR EXÉCUTION

ARTICLE 36 -GESTION DES DÉCHETS DE CHANTIER - DISPOSITIONS EN
MATIÈRE DE PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT

36.1. Mesures relatives à la gestion des déchets de chantier

36.2. Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution

ARTICLE 37 - ENLÈVEMENT DU MATÉRIEL ET DES MATÉRIAUX SANS EMPLOI

ARTICLE 38 – ESSAIS ET CONTRÔLE DES OUVRAGES

ARTICLE 39 - VICES DE CONSTRUCTION ARTICLE 40 - DOCUMENTS FOURNIS
APRÈS EXÉCUTION

CHAPITRE 5 : RÉCEPTION ET GARANTIES

ARTICLE 41 – RÉCEPTION

ARTICLE 42 – RÉCEPTIONS PARTIELLES

ARTICLE 43 - MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES
D’OUVRAGES

ARTICLE 44 - GARANTIES CONTRACTUELLES

44.1. Délai de garantie

44.2. Prolongation du délai de garantie

CHAPITRE 6 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

ARTICLE 45 – DÉFINITION DES RÉSULTATS

ARTICLE 46 – RÉGIME GÉNÉRAL DES CONNAISSANCES ANTÉRIEURES ET DES
CONNAISSANCES ANTÉRIEURES STANDARD

ARTICLE 47 – STIPULATIONS SPÉCIFIQUES AUX CONNAISSANCES
ANTÉRIEURES ET CONNAISSANCES ANTÉRIEURES STANDARD

ARTICLE 48 – RÉGIME DES RÉSULTATS

CHAPITRE 7 : RÉSILIATION DU MARCHÉ — INTERRUPTION DES TRAVAUX

ARTICLE 49 – PRINCIPES GÉNÉRAUX

ARTICLE 50 – CAS DE RÉSILIATION DU MARCHÉ

ARTICLE 51 – OPÉRATIONS DE LIQUIDATION

ARTICLE 52 - MESURES COERCITIVES

ARTICLE 53 - AJOURNEMENT ET INTERRUPTION DES TRAVAUX

ARTICLE 54 – CLAUSE DE REEXAMEN

CHAPITRE 8 : DIFFÉRENDS ET LITIGES

ARTICLE 55 – RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET DES LITIGES

ARTICLE 56 – DÉROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

CHAPITRE 1 : GÉNÉRALITÉS

ARTICLE 1 – CHAMPS D'APPLICATION

1.1. Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) s'appliquent aux marchés relatifs aux travaux de RÉNOVATION ET AMÉNAGEMENT D'UN BIEN EXISTANT EN SALLE COMMUNALE au 1 rue de l'école 28300 CINTRAY.

1.2. Décomposition en lots

Les travaux sont répartis en 10 lots dont voici la liste :

LOT 1 - VRD – ASSAINISSEMENT – CLÔTURE - PORTAIL
LOT 2 - DÉMOLITION - GROS-ŒUVRE – MACONNERIE - ENDUIT
LOT 3 - OSSATURE BOIS – BARDAGE BOIS
LOT 4 - COUVERTURE – BARDAGE MÉTALLIQUE - ENSEIGNE
LOT 5 - MENUISERIES EXTÉRIEURES
LOT 6 – DOUBLAGE – CLOISONS – PLATRERIE – FAUX-PLAFOND – MENUISERIES INTÉRIEURES – MOBILIER
LOT 7 – ÉLECTRICITÉ – CFO – CFA – CHAUFFAGE PAC
LOT 8 – PLOMBERIE - SANITAIRES – VMC
LOT 9 – CARRELAGE – FAÏENCE
LOT 10 - PEINTURE - NETTOYAGE

1.3. Clause sociale obligatoire

Sans objet.

1.4. Intervenants

1.4.1. Maîtrise d'ouvrage

COMMUNE DE CINTRAY

Mairie

1 rue de la mairie

28300 CINTRAY

Siret : SIRET 212 801 005 00019

Tél : 02-37-32-98-52 Adresse électronique : mairiedecinray@outlook.fr

1.4.2. Mandataire du pouvoir adjudicateur

Sans objet.

1.4.3. Assistance maîtrise d'ouvrage

Sans objet.

1.4.4 -Maîtrise d'œuvre

La mission de maîtrise d'œuvre de cette opération est assurée par :

La société 3'A ARCHITECTES – 3 rue Joseph Fourier – 28001 CHARTRES

Téléphone : 02-37-91-12-46 E-mail : j.gregoire@3aarchitectes.fr SIRET 481 184 554 00022

Représentée par : M. Jean-Gregoire NOUADJE architecte, agissant en qualité de gérant

SALLE COMMUNALE
COMMUNE DE CINTRAY
Mairie - 1 rue de la mairie – 28300 CINTRAY
CCAP

Interlocutrice : Mme Manon BUTEL architecte, manon@3aarchitectes.fr 02-37-91-12-46 / 06-58-20-65-73

Elle comprend :

→ Au titre de la mission de base :

- Les études d'Avant-Projet (Avant-Projet Sommaire APS et Avant-Projet Détaillé APD) ;
- Les études de projet (PRO) ;
- L'assistance au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
- L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les opérateurs économiques (VISA) ;
- La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
- L'assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "garantie de parfait achèvement" (AOR) ;

→ Au titre des missions complémentaires à la mission de base : Sans objet

1.4.5 - Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du marché sont soumis au contrôle technique au sens de la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 sur la responsabilité et l'assurance construction.

Ce contrôle technique sera effectué par :

APAVE – AGENCE DE CHARTRES
1 rue Jean Perrin
ZA Le Vallier
28300 MAINVILLIERS

Les missions confiées par le maître d'ouvrage au contrôleur technique sont les suivantes :

Code	Libellé :
HAND-ERP HAND-H	ACCESSIBILITÉ DES ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC ACCESSIBILITÉ DES BATIMENTS HABITATION AUX PERSONNES HANDICAPÉES
L	MISSION SOLIDITÉ DES OUVRAGES ET ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENTS INDISSOCIABLES
LE	MISSION RELATIVE A LA SOLIDITÉ DES EXISTANTS
SEI	MISSION RELATIVE A LA SECURITÉ DES PERSONNES DANS LES ERP OU LES IGH
SH	MISSION RELATIVE A LA SÉCURITÉ DES PERSONNES DANS LES BATIMENTS D'HABITATION
ACDG	ATTESTATION DE VÉRIFICATION DE L'ACCESSIBILITÉ AUX PERSONNES HANDICAPÉES – TRAVAUX SOUMIS A PC

1.4.6 - Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS)

Conformément à la réglementation en vigueur, la mission de protection sécurité et protection de la santé pour cette opération sera assurée par :

APAVE – AGENCE DE CHARTRES
1 Rue Jean Perrin

SALLE COMMUNALE
COMMUNE DE CINTRAY
Mairie - 1 rue de la mairie – 28300 CINTRAY
CCAP

ZA Le Vallier
28300 MAINVILLIERS

Titulaire : M. Jean-Paul LEMOSSE Suppléante Mme Céline GAGNON

Le maître d’ouvrage a classé cette opération en catégorie 2 au sens de l’article R 45.32-1 du Code du travail.

L’opération ne fera pas l’objet de constitution d’un CISSCT.

1.4.7 – Facilitateur de la clause sociale

Sans objet.

ARTICLE 2 - DÉFINITIONS

Au sens du présent document :

Le maître d’ouvrage (MOA) est le pouvoir adjudicateur pour le compte duquel les travaux sont exécutés. Lorsque le marché est conclu par une entité adjudicatrice, les dispositions applicables au pouvoir adjudicateur s'appliquent à l'entité adjudicatrice.

Le représentant du pouvoir adjudicateur est le représentant du maître d’ouvrage, dûment habilité par ce dernier pour l'engager dans le cadre du marché et à le représenter dans l'exécution du marché.

Le maître d’œuvre (MOE) est la personne physique ou morale, publique ou privée, qui, en raison de sa compétence technique, est chargée par le maître d'ouvrage ou son mandataire, afin d'assurer la conformité architecturale, technique et économique de la réalisation du projet objet du marché, de diriger l'exécution des marchés de travaux, de lui proposer leur règlement et de l'assister lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Le titulaire est l'opérateur économique qui conclut le marché avec le représentant du pouvoir adjudicateur. En cas de groupement des opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement, représenté par son mandataire.

La notification est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. La date et l'heure de réception qui peuvent être mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

L'ordre de service est la décision du maître d’œuvre qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

La réception est l'acte par lequel le pouvoir adjudicateur déclare accepter l'ouvrage avec ou sans réserve. Cet acte est le point de départ des délais de garantie dans les conditions fixées au chapitre V du présent CCAG.

Le " cahier des clauses techniques particulières " (" CCTP ") est un document contractuel qui fixe les clauses techniques nécessaires à l'exécution des prestations du marché. Ces clauses peuvent également être fixées dans tout autre document particulier du marché ayant le même objet, tel un cahier des clauses particulières (CCP).

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES

3.1. Forme des notifications et informations

La notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à leur siège social, sauf si ces documents leur font obligation de domicile en un autre lieu. En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

3.2. Modalités de computation des délais d'exécution des prestations

Il est fait application du CCAG Travaux.

3.3. Représentation du pouvoir adjudicateur

Dès la notification du marché, le pouvoir adjudicateur désigne une personne physique, habilitée à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le pouvoir adjudicateur.

3.4. Titulaire

3.4.1. Représentation du titulaire.

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au représentant du pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3.4.2. Notification des modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire.

Par application de l'article 3.4.2 du CCAG Travaux, le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant du pouvoir adjudicateur toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

3.5. Cotraitance

Le marché peut être confié à un groupement d'entreprises.

Le maître d'ouvrage n'a pas souhaité imposer la forme du groupement (conjoint ou solidaire). Toutefois en cas de groupement conjoint, le mandataire devra obligatoirement être solidaire.

Les membres du groupement devront désigner dans l'acte d'engagement l'un d'entre eux comme mandataire.

Celui-ci représente l'ensemble des entrepreneurs, vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur et du maître d'œuvre, pour l'exécution du marché.

3.6. Sous-traitance

Un sous-traitant ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, que le représentant du pouvoir adjudicateur l'ait accepté et ait agréé ses conditions de paiement et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du code du travail (PPSPS).

Il est fait application des clauses de l'article 3.6.1 et 3.6.2 du CCAG Travaux

Il est demandé à l'entreprise principale d'adresser au maître d'œuvre toute demande d'agrément d'un sous-traitant.

Après examen, le maître d'œuvre le transmettra au maître d'ouvrage pour approbation.

3.7. Bons de commande

Sans objet.

3.8. Ordres de service

Les ordres de service, sont écrits.

Les ordres de service émis par le maître d'œuvre entraînant une modification des conditions d'exécution du marché, notamment en termes de délai d'exécution, de durée et de montants, font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les notifier au maître d'œuvre, dans un délai de quinze jours, décompté ainsi qu'il est précisé à l'article 3.2.

Le titulaire se conforme strictement aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet de réserves de sa part.

Les ordres de service relatifs à des prestations sous-traitées sont adressés au titulaire, qui a seule qualité pour présenter des réserves.

En cas de groupement, les ordres de service sont adressés au mandataire, qui a seule qualité pour présenter des réserves.

3.9. Convocations du titulaire – Rendez-vous de chantier

Le titulaire ou son représentant se rend dans les bureaux du maître d'œuvre ou sur les chantiers toutes les fois qu'il en est requis. Il est accompagné, s'il y a lieu, de ses sous-traitants.

En cas de groupement, l'obligation définie à l'alinéa qui précède s'applique à tous ses membres.

ARTICLE 4 - PIÈCES CONTRACTUELLES

4.1. Ordre de priorité

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- le programme ou le calendrier détaillé d'exécution des travaux établi conformément aux stipulations de l'article 28.2 du CCAG et comportant les dates de début et de fin des travaux ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux prestations, objet du marché ;
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire comprenant la décomposition du prix global et forfaitaire ;
- le mémoire technique de l'entreprise.

4.2. Pièces à remettre au titulaire – Cession ou nantissement des créances

La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception du CCAG, du CCTG et, plus généralement, de toutes pièces ayant fait l'objet d'une publication officielle.

Le représentant du pouvoir adjudicateur remet également au titulaire, sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

ARTICLE 5 – CONFIDENTIALITÉ - MESURES DE SÉCURITÉ

5.1. Obligation de confidentialité

Il sera fait application de l'article 5.1 du CCAG Travaux.

5.2. Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

Le sous-traitant (titulaire du marché au sens du Règlement Européen) s'engage à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/ont l'objet du présent contrat ;
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles liées à la mise en œuvre du présent contrat. La responsabilité du sous-traitant est limitée à une obligation de moyen concernant l'efficacité de ces mesures ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat; à ne pas faire de copie ni utiliser des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de la prestation de maintenance; à ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales; et en fin de contrat ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité,
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

5.3. Mesures de sécurité

Sans objet.

ARTICLE 6 - PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DU TRAVAIL

Il sera fait application de l'article 6 du CCAG Travaux.

ARTICLE 7 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SÉCURITÉ ET SANTÉ

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

A cet effet, le titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le maître d'ouvrage, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature, par les parties au marché, d'un avenant.

ARTICLE 8 - ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage, du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. Cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale.

Il doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

8.1. Assurance de responsabilités des entreprises

En cas de retard dans la transmission des attestations d'assurances, il sera fait application d'une pénalité de retard dans les conditions définies à l'article 20.2.4 ci-dessus.

Assurance de responsabilité civile professionnelle

Le titulaire du marché, ou chacun des cotraitants en cas de groupement, doit justifier, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, ou cotraitants si le titulaire est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au maître d'ouvrage ou à son représentant du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objet du présent marché.

Dans le cas où cette justification n'aurait pas été produite avant la signature du marché sur demande du maître d'ouvrage, le titulaire devra produire celle-ci dans un délai de 15 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage.

Par ailleurs, le titulaire devra produire cette attestation en cours d'exécution des travaux si le chantier dure sur plusieurs années civiles, au plus tard le 15 janvier de la nouvelle année civile ou du mois suivant la date de fin de validité de l'attestation.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du titulaire en cas de non-production des justificatifs d'assurance.

Le contrat comportera des montants de garantie suffisants quant aux risques encourus dans le cadre de la RC en cours de travaux et dans celui de la RC après travaux.

Justificatif d'assurance : L'attestation d'assurance devra préciser, outre l'identité de la compagnie ou de la mutuelle d'assurance, le numéro de police ou des polices, le montant des capitaux garantis par catégorie de risques. Le titulaire devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement des primes correspondantes.

Assurance de responsabilité civile décennale

En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance, le titulaire, et s'il y a lieu ses-cotraitants et leurs sous-traitants doivent avoir souscrit à leur frais et justifier au moyen d'une attestation établie sur papier en-tête de la compagnie (ou d'un agent général) et mentionnant les activités garanties, l'assurance couvrant la responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 du Code Civil.

L'attestation doit être produite, soit à la demande du maître d'ouvrage avant signature du marché, soit dans un délai de 15 jours de la notification du marché et dans tous les cas avant le démarrage des travaux.

Cette assurance devra être en cours de validité à la date d'ouverture de chantier quelle que soit la date d'intervention de l'entrepreneur.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du titulaire en cas de non-production des justificatifs d'assurance.

Le titulaire et ses cotraitants éventuels font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Les entreprises seront également tenues contractuellement de s'assurer pour la garantie de bon fonctionnement édictée par l'article 1792-3 du Code Civil ainsi que pour la garantie de dommage aux existants.

8.2. Assurance de responsabilités maître d'ouvrage

Assurance Tous Risques Chantier

Le maître d'ouvrage n'a pas prévu de souscrire une police d'assurance tous risques chantier.

Assurance Dommages-Ouvrage

Le maître d'ouvrage n'a pas prévu de souscrire une police dommages ouvrage.

8.3. Dispositions diverses

Absence ou insuffisance de garantie du titulaire

Le titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du maître d'ouvrage et en toute hypothèse les surprimes qui en résulteraient éventuellement pour le maître d'ouvrage au titre des polices qu'il souscrit seront intégralement répercutées sur le titulaire concerné et recouvrée par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché. De même le titulaire supportera toute surprime éventuelle due à une absence de qualification professionnelle reconnue ou à une absence ou insuffisance de garantie.

Incidence des polices souscrites par le maître d'ouvrage

Sans objet.

CHAPITRE 2 : PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES

ARTICLE 9 - CONTENU ET CARACTÈRE DES PRIX

9.1. Contenu des prix

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux telles que visées à l'article 9.1 du CCAG.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes et assurer à l'entrepreneur une marge.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage.

9.2. Nature du prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire.

9.3. Décomposition et sous-détail des prix

La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) est fournie par le maître d'œuvre et renseignée par l'entrepreneur sous sa propre responsabilité. En aucun cas la décomposition du prix global et forfaitaire ne peut être une indication contractuelle quelconque sur les quantités ou sur la nature des ouvrages à exécuter.

9.4. Variation dans les prix

9.4.1. Forme du prix – Modalités de révision

Par dérogation à l'article 9.4-4 alinéa 2, le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques définies à l'article 2.1 de l'acte d'engagement.

Les prix sont révisibles mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

Pour tous les lots : $(I_n - 3 / I_0 - 3)$

Dans laquelle :

I_0 = Index du mois M0-3

I_n = Index du mois de réalisation des travaux - 3

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Par dérogation à l'article 9.4.4 le mois M0 est celui du mois précédent la date limite de remise des offres.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune nouvelle révision avant la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

9.4.2. Index de variation

Les index de référence choisis pour l'application de la clause de variation des prix des travaux sont les suivants :

<u>LOT</u>	<u>INTITULE</u>	<u>INDEX</u>
1	VRD – ASSAINISSEMENT – CLÔTURE – PORTAIL	BT01
2	DÉMOLITION - GROS-ŒUVRE – MACONNERIE - ENDUIT	BT01
3	OSSATURE BOIS – BARDAGE BOIS	BT01
4	COUVERTURE – BARDAGE MÉTALLIQUE - ENSEIGNE	BT53
5	MENUISERIES EXTÉRIEURES	BT43
6	DOUBLAGE – CLOISONS – PLATRERIE – FAUX-PLAFOND – MENUISERIES INTÉRIEURES – MOBILIER	BT08
7	ÉLECTRICITÉ – CFO – CFA – CHAUFFAGE PAC	BT47
8	PLOMBERIE - SANITAIRES – VMC	BT38
9	CARRELAGE – FAÏENCE	BT09
10	PEINTURE – NETTOYAGE	BT46

9.5. Gestion et répartition des dépenses d'intérêt commun

9.5.1. Gestion du compte PRORATA

Afin de gérer la répartition des dépenses d'entretien d'intérêt commun, un compte prorata sera mis en place.

Il sera géré par l'entreprise titulaire du lot DÉMOLITION - GROS-ŒUVRE – MACONNERIE - ENDUIT assisté de deux autres entreprises (un lot technique et un lot second œuvre) qui seront désignés en phase préparatoire.

L'entreprise gestionnaire aura la charge de la rédaction de la convention de compte prorata qui devra être signée par l'ensemble des entreprises, **elle sera conforme à la norme NF P03 001**. Cette convention devra être présentée à l'issue de la période de préparation à la Maîtrise d'Œuvre.

L'entreprise gestionnaire du compte prorata aura en charge l'organisation de réunions entre entreprises dont la fréquence sera stipulée dans la convention, et la rédaction des comptes rendus de réunion. Ces comptes rendus seront diffusés à la maîtrise d'œuvre et au maître d'ouvrage dans la semaine qui suit.

La convention du compte prorata définira la répartition des dépenses communes de chantier entre les différentes entreprises.

Si le marché relatif à un lot, autre que celui ou ceux des titulaires affectés à la garde du chantier, est résilié par application des articles du chapitre 7 du CCAG travaux : la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par le titulaire défaillant devra être assurée par le titulaire du lot gestionnaire du compte prorata et ce jusqu'à la désignation d'un nouveau titulaire. Le gestionnaire du compte prorata procède au règlement des dépenses correspondantes, mais il peut demander des avances aux autres titulaires. En fin de chantier, il effectuera la répartition des dites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque entreprise.

Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les titulaires lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

9.5.2. Dépenses d'équipement d'intérêt commun

Les dépenses d'équipement, du fait de leur caractère prévisible, sont normalement imputables à un lot déterminé.

Les dépenses d'équipement d'intérêt commun sont définies au PGC et le CCTP, elles ne DOIVENT PAS ÊTRE incluses au compte prorata sauf si elles ne peuvent être imputées à un lot.

Elles comprennent (suivant la norme NF P03 001) :

- les charges temporaires de voirie et de police ;
- les installations de chantier (bungalows et raccordement EU EV, AEP et électricité, vérification, éclairage).
- le repli des installations et remise en état
- les demandes de raccordements divers
- le(s) constat(s) d'huissier
- les plateformes de stockage, voiries et signalisations
- les clôtures
- le(s) panneaux de chantier
- les protections collectives définies au PGC
- L'échafaudage commun
- le branchement de chantier, coffret électrique.
- l'éclairage de chantier (circulation et sécurité)
- les moyens de levage
- l'évacuation des eaux pluviales.
- le maintien en état de fonctionnement des installations

Et toutes autres dépenses nécessaires au bon fonctionnement du chantier.

9.5.3. Dépenses d'entretien

DÉPENSES RÉPUTÉES INCLUSES DANS LES PRIX

Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-dessous sont réputées rémunérées par les prix du lot correspondant, étant précisé qu'incombe à chaque lot :

- Les charges de nettoyage du chantier de manière générale.
- Chaque titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé ;
- Chaque titulaire a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de stockage fixé par le maître d'œuvre ;
- Chaque titulaire a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées ;
- Le titulaire de chaque lot a la charge de l'enlèvement des déblais stockés et de leur transport jusqu'aux installations d'élimination ou de tri sélectif des déchets, selon la réglementation en vigueur.

En cas de non-respect de ces exigences, le maître d'œuvre se réserve la possibilité, après simple demande en rendez-vous de chantier non suivie d'effet dans la semaine suivante, de faire intervenir, aux frais des entreprises défaillantes si elles sont identifiées, du compte prorata dans le cas contraire, une entreprise de nettoyage extérieure.

DÉPENSES DIVERSES SUR COMPTE PRORATA

Les dépenses indiquées ci-après font l'objet d'une répartition forfaitaire, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'un titulaire ou d'un groupe de titulaires déterminé dans le CCTP :

- Nettoyage du bureau de chantier et des installations communes d'hygiène ;

- Maintenance, abonnement et consommation d'eau, d'électricité et de téléphone des installations communes ;
- Maintenance et consommation de chauffage des bungalows
- Maintenance des réseaux EU/EV des installations communes (compris vidange)
- Frais d'exploitation des ascenseurs de chantier ;
- Consommation des moyens de levage (grues)
- Installation et consommation d'un chauffage du chantier (si nécessaire et en dérogation de la norme NFP 03001)
- Frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés ou détournés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable ;
- Frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels détériorés ou détournés des installations d'intérêt communs.
- Frais de nettoyage, de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés, dans les cas suivants :
- L'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert ;
- Les dégradations et les détournements ne peuvent être imputés au titulaire d'un lot déterminé ;
- La responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.
- Les frais de gardiennage et de fermeture provisoire des ouvrages ou des bâtiments.
- Les frais de nettoyage général avant réception.

Lorsque le gestionnaire du compte prorata est manifestement dans l'impossibilité d'intervenir pour mettre fin aux manquements constatés, le maître d'œuvre pourra alors faire appel à une entreprise tierce dont les frais d'intervention seront imputés sur la convention précitée au prorata des montants respectifs des travaux des entreprises présentes sur le chantier dans la période durant laquelle le manquement a été constaté.

9.6. Augmentation du montant des travaux

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans avenant préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du maître d'ouvrage.

ARTICLE 10 – RÉMUNÉRATION DU TITULAIRE ET DES SOUS-TRAITANTS

10.1. Avances

- **En application de l'article R2191-10 du code de la commande publique :**

Le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficient d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 20 % du montant initial toutes taxes comprises du marché, que le titulaire ou le sous-traitant soit ou non une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique.

Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 20 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par

sa durée exprimée en mois, que le titulaire ou le sous-traitant soit ou non une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique.

10.1.1. Conditions de garanties pour le versement de l'avance :

Il est exigé une garantie à première demande en contrepartie de l'avance, sauf pour les organismes publics.

La garantie demandée en contrepartie du versement de l'avance couvrira la totalité de celle-ci. L'acheteur n'accepte pas qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

10.1.2. Bénéficiaires de l'avance :

Lorsque le marché est passé avec un contractant unique, avec des entrepreneurs groupés conjoints ou, éventuellement, avec des sous-traitants ayant droit au paiement direct, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois aux travaux exécutés directement par le titulaire ou le mandataire et, à ceux exécutés par chaque cotraitant ou sous-traitant ayant droit au paiement direct.

Les modalités de détermination du montant des avances à verser au prestataire, aux cotraitants ou sous-traitants s'appliquent alors au montant TTC des travaux réalisés par le titulaire, par chacun des cotraitants conjoints ou chacun des sous-traitants ayant droit au paiement direct.

En cas de groupement solidaire, les paiements des membres du groupement sont effectués sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire géré par le mandataire.

Les modalités de détermination du montant de l'avance à verser sur ce compte s'appliquent alors au montant TTC des travaux réalisés par l'ensemble des cotraitants.

En cas d'agrément d'un sous-traitant en cours de chantier, si le titulaire, mandataire ou cotraitant du marché a perçu une avance, la part d'avance correspondant à la partie du marché sous-traitée sera prélevée, que le sous-traitant demande ou non une avance, sur les sommes qui lui sont dues sur la ou les demandes de paiement présentées après la date d'agrément du sous-traitant concerné.

Si les sommes restant dues au titulaire, mandataire ou cotraitant ne permettent pas, lors de la présentation de la demande d'agrément du sous-traitant concerné, le remboursement de l'avance sur la part du marché sous-traitée, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité soit de limiter la sous-traitance en conséquence, soit de refuser l'agrément du sous-traitant.

10.1.3. Modalités de règlement de l'avance :

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois.

10.1.4. Modalités de résorption de l'avance

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65% du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

10.2. Règlement des comptes

Le règlement des comptes du marché se fait par des acomptes mensuels et un solde établi et réglés comme il est indiqué à l'article 12.

10.3. Prix des travaux

Dans le cas d'application d'un prix forfaitaire, par dérogation à l'article 10.3.1 du CCAG-Travaux, la vérification des demandes d'acompte pourra s'effectuer uniquement au vu du pourcentage d'exécution du marché global du lot concerné.

Dans le cas d'application d'un prix unitaire, la détermination de la somme due s'obtient en multipliant ce prix par la quantité de natures d'ouvrages exécutée ou par le nombre d'éléments d'ouvrage mis en œuvre.

Dans le cas d'une formule mixte faisant intervenir des prix forfaitaires et des prix unitaires, les prescriptions relatives à chacun de ces modes sont applicables pour le calcul de la somme due au titulaire.

10.4. Approvisionnements

Il n'est pas prévu d'acompte sur approvisionnement.

10.5. Actualisation ou révision de prix

Lorsque, dans les conditions précisées à l'article 9.4, il y a lieu à actualisation ou révision des prix, le coefficient d'actualisation s'applique à tous les prix du marché et le coefficient de révision des prix s'applique :

- aux travaux exécutés pendant le mois ;
- à la variation, en plus ou en moins, à la fin du mois, par rapport au mois précédent, des sommes décomptées pour approvisionnement à la fin de ce mois.

10.6. Rémunération en cas de tranches optionnelles

Sans objet.

10.7. Rémunération en cas d'entrepreneurs groupés

Dans le cas d'un marché passé avec des entrepreneurs groupés solidaires, les travaux exécutés font l'objet d'un paiement à un compte unique ouvert au nom des entrepreneurs groupés ou du mandataire, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre ces entrepreneurs et indique les modalités de cette répartition.

Dans le cas d'un marché passé avec des entrepreneurs groupés conjoints, les travaux exécutés par chacun d'eux font l'objet d'un paiement individualisé.

Dans tous les cas où les travaux exécutés ne font pas l'objet d'un paiement à un compte unique, le calcul du montant des avances prévues par la réglementation est fait pour chaque part du marché faisant l'objet d'un paiement individualisé.

10.8. Rémunération de sous-traitants payés directement

Les travaux exécutés par des sous-traitants ayant droit au paiement direct sont payés dans les conditions stipulées par l'acte spécial.

10.9. Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % sera appliquée sur chaque acompte et sur le solde dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur. Cette retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie à première demande ou une caution bancaire

Il est rappelé qu'en cas de réserves notifiées au titulaire du contrat et non levées avant la date d'expiration du délai de garantie, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur garantie ne seront libérées que 30 jours après la date de la levée effective de ces réserves.

ARTICLE 11 - CONSTATATIONS ET CONSTAT CONTRADICTOIRES

Les dispositions de l'article 11 du CCAG Travaux sont applicables au présent marché.

ARTICLE 12 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

12.1. Demandes de paiement mensuelles

Par dérogation à l'article 12.1.1 du CCAG Travaux en ce qu'il prévoit que, le titulaire remet sa demande de paiement mensuelle au Maître d'Œuvre, sous la forme d'un projet de décompte, avant la fin de chaque mois, **les projets de décomptes mensuels (situations) devront être adressés au maître d'œuvre au plus tard le 5 du mois suivant le mois d'exécution.**

TOUTE DEMANDE DE PAIEMENT MENSUEL QUI SERA ADRESSÉE APRÈS LA DATE LIMITE FIXÉE CI-DESSUS SERA SYSTÉMATIQUEMENT REJETÉE.

Ce projet de décompte établit le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis son début.

Ce montant est établi à partir des prix initiaux du marché, mais sans actualisation ni révision des prix et hors TVA.

Si des prestations supplémentaires ont été exécutées, les prix mentionnés sur l'ordre de service prévu à l'article 14.1 s'appliquent tant que les prix définitifs ne sont pas arrêtés.

Le projet de décompte mensuel comprend, en tant que de besoin, les différentes parties suivantes :

1. Travaux et autres prestations du marché ;
2. Travaux et autres prestations du marché sur avenant(s) éventuel(s)

Le montant des travaux est établi de la façon suivante :

Le projet de décompte mensuel comporte le relevé des travaux exécutés, tels qu'ils résultent des constatations contradictoires ou, à défaut, de simples appréciations.

Les prix unitaires ne sont jamais fractionnés pour tenir compte des travaux en cours d'exécution. Les prix forfaitaires peuvent être fractionnés si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auquel le prix se rapporte n'est pas terminé : il est alors compté une fraction du prix égale au pourcentage d'exécution de l'ouvrage ou de la partie d'ouvrage ; pour déterminer ce pourcentage, il est fait usage, si le maître d'œuvre l'exige, de la décomposition de prix définie à l'article 10.3.

Le projet de décompte mensuel précise les éléments passibles de la TVA en les distinguant éventuellement suivant les taux de TVA applicables.

Le titulaire joint au projet de décompte mensuel les copies des demandes de paiement des sous-traitants acceptées par le titulaire accompagnées d'autorisation d'attestations de paiement (modèles disponibles sur demande auprès de l'architecte).

Le projet de décompte mensuel établi par le titulaire constitue la demande de paiement ; cette demande est datée et mentionne les références du marché.

Le titulaire envoie cette demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre par mail à l'adresse j.gregoire@3aarchitectes.fr

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte mensuel établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte mensuel.

Les éléments figurant dans les décomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

Récapitulatif type du décompte mensuel à fournir :

Total cumulatif des travaux effectués sur la base marché HT	xx xxx.xx €
Total cumulatif des travaux sur avenant 1	xx xxx.xx €
Total cumulatif des travaux sur avenant 2	xx xxx.xx €
Total cumulatif des travaux sur avenant 3	xx xxx.xx €
Dont montant dû au sous-traitant A	xx xxx.xx €
Nom sous-traitant ENT XXX	
Dont montant dû au sous-traitant B	xx xxx.xx €
Nom sous-traitant ENT XXX	

Le tout, ventilé par taux de TVA, le cas échéant.

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Nota : Avant tout dépôt des factures sur la plateforme Chorus, celles-ci devront être vérifiées en amont et validée par le MOE. La facturation étant limitée à 95% et non 100% et ce jusqu'à la date de réception.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

12.2. Acomptes mensuels

A partir du décompte mensuel, le maître d'œuvre détermine le montant de l'acompte mensuel à régler au titulaire. Le maître d'œuvre dresse à cet effet un état d'acompte mensuel faisant ressortir :

- a) Le montant de l'acompte mensuel établi à partir des prix initiaux du marché : ce montant est la différence entre le montant du décompte mensuel dont il s'agit et celui du décompte mensuel précédent ;
- b) Le montant de la TVA ;
- c) Le montant des pénalités, le cas échéant ;
- d) L'effet de la révision des prix ; les parties de l'acompte révisables sont majorées ou minorées en appliquant les coefficients prévus. Si, lors de l'établissement de l'état d'acompte, les index de référence ne sont pas tous connus, cet effet est déterminé provisoirement à l'aide des derniers coefficients calculés et il est fait mention de cette circonstance dans l'état d'acompte ;
- e) Le cas échéant, le montant de l'avance à attribuer au titulaire ;
- f) Le cas échéant, le montant de l'avance à rembourser par le titulaire ;
- g) Le montant de la retenue de garantie est de 5% jusqu'à la fin de la GPA. Cette retenue pourra être levée par la présence d'une caution bancaire. La caution bancaire devra être transmise au MOE lors du premier dépôt sur Chorus.

Le montant de l'acompte mensuel total à régler au titulaire est la somme des postes a et b ci-dessus, augmentée, le cas échéant, du montant des postes d et e et diminuée, le cas échéant, de la somme des montants des postes c, f et g.

Le maître d'œuvre notifie, par courrier électronique au titulaire l'état d'acompte mensuel (certificat de paiement), invite le titulaire à déposer sa facture électronique sur CHORUS PRO et propose au représentant du pouvoir adjudicateur de régler les sommes qu'il admet.

Le cadre de facturation à utiliser est le A4 (dépôt facture de travaux)

Le destinataire de la facture est : COMMUNE DE CINTRAY SIRET 212 801 005 00019

Le maître d'œuvre est : La société 3'A ARCHITECTES monsieur Jean-Gregoire NOUADJE SIRET 481 184 554 00022

Par dérogation à l'article 12.2.2, cette notification intervient au plus tard le 15 du mois suivant celui auquel la demande d'acompte se rapporte.

En cas de contestation sur le montant de l'acompte, le représentant du pouvoir adjudicateur règle les sommes admises par le maître d'œuvre.

Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

Les montants figurant dans les états d'acomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

12.3. Demande de paiement finale

Après l'achèvement des travaux, le titulaire établit le projet de décompte final, concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier. Ce projet de décompte final est la demande de paiement finale du titulaire, établissant le montant total des sommes auquel le titulaire prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées.

Le projet de décompte final est établi à partir des prix initiaux du marché, comme les projets de décomptes mensuels, et comporte les mêmes parties que ceux-ci.

Le titulaire est lié par les indications figurant au projet de décompte final.

A la fin des travaux, dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de la décision de réception sans réserve (ou dès que les index définitifs de révision sont parus), l'entrepreneur adresse au Maître d'œuvre son projet de décompte final. En cas de retard dans la transmission

du projet de décompte final et après mise en demeure du maître d'ouvrage restée sans effet, le maître d'œuvre établit d'office le décompte final aux frais du titulaire.

Par dérogation à l'article 12.3.3 du CCAG, l'établissement et la transmission du projet de décompte final au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage par l'entrepreneur ne pourra s'effectuer qu'après la levée totale des réserves du lot concerné et non à compter de la réception des travaux.

12.4. Décompte général et définitif - Solde

Le projet de décompte final, établi par l'entrepreneur, est accepté ou rectifié par le représentant de la maîtrise d'œuvre, qui en transmet les éléments au maître d'ouvrage. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte final. En cas de projet de décompte final rectifié par le maître d'œuvre, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre établit le projet de décompte général, qui comprend :

- le décompte final ;
- l'état du solde, établi à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel, dans les mêmes conditions que celles qui sont définies à l'article 12.2.1 pour les acomptes mensuels ;
- la récapitulation des acomptes mensuels et du solde.

Le montant du projet de décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

Le maître d'œuvre transmet le projet de décompte général au représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai compatible avec les délais de l'article 13.4.2.

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG-Travaux, l'établissement et la notification du décompte général ne pourra s'effectuer que dans un délai de trente jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

Le projet de décompte général est signé par le représentant du pouvoir adjudicateur et devient alors le décompte général.

12.5. Règlement des co-traitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct

Lorsque les membres du groupement sont payés de manière individualisée, les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun.

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le membre du groupement ou le mandataire :

- indique, dans le projet de décompte, la somme à prélever sur celles qui lui sont dues, ou qui sont dues au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée, et que le maître d'ouvrage doit régler à ce sous-traitant.
- joint la copie des factures de ce sous-traitant acceptées ou rectifiées par ses soins ainsi qu'une attestation de demande de paiement direct.

Le titulaire ou son mandataire est seule habilité à présenter les projets de décomptes et à accepter le décompte général. Sont seules recevables les réclamations formulées ou transmises par ses soins. Dans le cas d'un marché passé avec un groupement d'opérateurs économiques solidaire et sauf dans l'hypothèse où les paiements sont effectués sur des comptes séparés, le comptable assignataire du marché, auprès duquel est pratiquée une saisie-attribution contre un des membres du groupement d'opérateurs économiques, retient, sur les plus prochains mandats de paiement émis au titre du marché, l'intégralité de la somme pour sûreté de laquelle cette saisie-attribution a été faite. Si l'éventualité ci-dessus survient ou si l'un des membres du groupement est défaillant, le membre du groupement en cause ne peut s'opposer à ce que les autres membres du groupement demandent au maître d'ouvrage que les paiements relatifs aux travaux qu'ils exécuteront postérieurement à ces demandes soient faits, en cas de compte unique, à un nouveau compte unique ouvert à leurs seuls noms.

12.6. Facturation électronique

Lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est tenu, en application du code de la commande publique, de transmettre les demandes de paiement sous forme électronique il les transmet selon les modalités prévues par ce même code. Les modalités pratiques d'exécution sont prévues dans les documents particuliers du marché (voir articles 12.1 et suivants ci-dessus). La demande de paiement peut être refusée par le maître d'ouvrage lorsque celle-ci méconnaît les obligations de dématérialisation des demandes de paiement à la charge du titulaire et de ses sous-traitants admis au paiement direct. Au préalable, le maître d'ouvrage doit avoir informé le titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct, dans les conditions prévues à l'article 3.1, de l'obligation à sa charge de transmission des demandes de paiement sous forme électronique et l'avoir invité à s'y conformer.

Lorsqu'un tiers au titulaire est habilité à recevoir des demandes de paiement, il est tenu, pour l'exercice de cette mission, de s'intégrer et de se conformer au portail de facturation utilisé par le maître d'ouvrage lorsque ce portail le permet. Les modalités pratiques d'habilitation des tiers pour accéder aux outils ministériels sécurisés sont prévues dans les documents particuliers du marché (cahier de procédure transmis avec l'ordre de service de commencement de travaux).

ARTICLE 13 – MODALITÉS DE FIXATION DES PRIX DES PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES OU MODIFICATIVES

Il sera fait application de l'article 13 du CCAG Travaux.

ARTICLE 14 - AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans avenant préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du maître d'ouvrage. Les prestations supplémentaires feront l'objet d'un avenant.

ARTICLE 15 - DIMINUTION DU MONTANT DES TRAVAUX

Par dérogation à l'article 15 et ses alinéas du CCAG Travaux, en cas de diminution du montant des travaux, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité. Les prestations qui ne devront pas être effectuées font l'objet d'un avenant.

ARTICLE 16 - CHANGEMENT DANS L'IMPORTANCE DES DIVERSES NATURES D'OUVRAGE

Par dérogation à l'article 16 et ses alinéas du CCAG Travaux, en cas de changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité. Le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans avenant préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du maître d'ouvrage. Les prestations supplémentaires feront l'objet d'un avenant.

ARTICLE 17 - PERTES ET AVARIÉS

Il sera fait application de l'article 18 du CCAG Travaux.

CHAPITRE 3 : DÉLAIS

ARTICLE 18 - FIXATION ET PROLONGATION DES DÉLAIS

18.1. Délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement et sont précisées à l'article 28 du présent CCAP en ce qui concerne la période de préparation.

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG, l'ordre de service de commencement fixe la durée de la période de préparation et la date de démarrage de l'exécution des travaux.

18.2. Prolongation des délais d'exécution

Il sera fait application de l'article 18.1 du CCAP.

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG, les délais d'exécution des travaux seront prolongés (pour autant, qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, dûment constatée par le maître d'œuvre) d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera l'intensité limite figurant au tableau ci-dessous :

<u>Nature du phénomène</u>	<u>Intensité limite et durée</u>
Température	30° C pendant 5 jours
Pluie	30 mm de 8h à 18h
Vent	60 km/h pendant 1/2 journée ou 80 km/h pendant 12 heures
Gel	température négative de - 5° plus de 12 heures par jour pendant plus de 2 jours consécutifs
Verglas	Verglas persistant empêchant la circulation ou rendant la plateforme inutilisable
Neige	50 mm à 12 h ou 2h en chute continue
Dégel	Présence de barrières de dégel à 8 h

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique la plus proche du chantier.

ARTICLE 19 - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

Il n'est pas prévu de prime d'avance.

19.1. Pénalités pour retard

Les stipulations de l'article 19 du CCAG sont applicables sous réserve des dispositions suivantes :

Par dérogation à l'article 19.4 du CCAG travaux, les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le marché doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d'ouvrage.

19.1.1 Pénalités de retard journalières

Par dérogation à l'article 19.2.3. du CCAG travaux, le titulaire subira, par jour de retard dans l'achèvement des travaux qu'ils s'agissent de l'ensemble des travaux ou d'une tranche ou ouvrage pour lequel un délai ou une date limite a été fixée, une pénalité journalière de 150,00 Euros H.T. pendant 10 jours, puis 200,00 Euros H.T. au-delà.

19.1.2. Pénalités pour absence ou retard aux réunions de chantier

En cas d'absence injustifiée aux rendez-vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par le maître d'ouvrage, ou la maîtrise d'œuvre, il sera fait application de pénalités décrites ci-après à tout entrepreneur absent dûment convoqué.

L'entreprise prendra toutes les précautions pour arriver à l'heure indiquée sur le compte-rendu aux réunions de chantier. En cas de retard engendrant une gêne et perturbant le bon déroulement de la réunion de chantier, une pénalité de 50euros sera appliquée par le MOE.

Une pénalité égale à la moitié de cette somme sera appliquée en cas de retard de plus d'un quart d'heure.

Sera considéré comme absent tout entrepreneur représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au courant du chantier.

Absence aux réunions de chantier non excusées préalablement : 100,00 €

Absence aux OPR : 150,00 €

19.2. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

19.2.1 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables, compte tenu du complément suivant :

A la fin des travaux, dans le délai de 8 jours calendaires comptés de la date de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité journalière de 150,00 €.

Dans tous les cas, ces pénalités seront applicables sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable.

19.2.2. Amendes pour retard dans la remise des pièces qui incombent à l'entreprise

Pendant la période de préparation et jusqu'à la réception des travaux, le titulaire est tenu de fournir les planning, devis, études, détails et autres documents demandés par compte-rendu de chantier, lettres mails ou télécopies aux dates qui y sont précisées. Faute d'avoir satisfait aux obligations ci-dessus, l'entreprise est passible d'amendes de retard dont le montant est fixé à 60 € par jour calendaire de retard.

Le titulaire doit en outre remettre avant le 25 de chaque fin de mois sa facture pour validation par mail auprès du MOE puis dépôt sur Chorus entre le 1^{er} et le 7 du mois, permettant de dresser les décomptes provisoires et définitifs. Faute d'avoir satisfait aux obligations du présent paragraphe, le titulaire sera passible d'une pénalité de 60 euros H.T par semaine de retard.

19.2.3. Pénalités pour retard des travaux de parachèvement permettant la levée des réserves formulées lors de la réception

Lorsque la réception est prononcée sous réserves prévues aux 5 et 6 de l'article 41 du CCAG Travaux, tout retard par rapport à la date fixée sur le procès-verbal de réception pour le parachèvement de l'ouvrage est sanctionné par une pénalité.

Cette pénalité est de 250,00 € par jour calendaire de retard.

19.2.4. Documents fournis après exécution

En cas de retard dans la fourniture des documents tels que dossier des ouvrages exécutés et projet de décompte final, le titulaire encourt une pénalité par jour calendaire fixée à 100,00 €.

19.2.5 Période de préparation

Dans tous les cas, ces pénalités seront applicables sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable.

En cas de non-respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 100,00 €.

19.2.6. Pénalités pour non-respect des obligations relatives à l'action d'insertion

Sans objet.

19.2.7. Autres pénalités diverses

- En application de l'article L8222-6 du Code du Travail, si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du Travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du Travail en matière de travail dissimulé.

- En cas de manquement à la gestion des déchets : le titulaire du lot concerné subira une pénalité de 150 € HT par manquement constaté et devra supporter le coût réel du suppléant à la défaillance.

- L'entreprise s'engage à fournir pour la première réunion de préparation de chantier un planning tâche. Faute d'avoir satisfait aux obligations ci-dessus, l'entreprise est passible d'amendes de retard dont le montant est fixé à 60 € par jour calendaire de retard.

Conformément au CCAG Travaux, les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard (de l'absence ou de la défaillance) par le maître d'œuvre.

19.3. Pénalités et retenues autres

Il sera fait application de l'article 19 du CCAG Travaux.

Dans tous les cas, ces pénalités seront applicables sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable.

CHAPITRE 4 : RÉALISATION DES OUVRAGES

ARTICLE 20 – DÉVELOPPEMENT DURABLE

20.1. Clause d'insertion sociale

Sans objet.

20.2. Clause environnementale générale

Il sera fait application de l'article 20.2 du CCAG Travaux.

ARTICLE 21 - PROVENANCE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

Par dérogation à l'article 21.1 du CCAG Travaux, le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Il sera fait application de toutes les autres clauses de l'article 21 du CCAG Travaux.

ARTICLE 22 - LIEUX D'EXTRACTION OU D'EMPRUNT DES MATÉRIAUX

Sans objet.

ARTICLE 23 - QUALITÉ DES MATÉRIAUX ET PRODUITS - APPLICATION DES NORMES

Il sera fait application de l'article 23 du CCAG Travaux.

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

ARTICLE 24 - VÉRIFICATION QUALITATIVE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS - ESSAIS ET ÉPREUVES

Il sera fait application de l'article 24 du CCAG Travaux.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, laboratoires, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

ARTICLE 25 - VÉRIFICATION QUANTITATIVE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

Il sera fait application de l'article 25 du CCAG Travaux.

ARTICLE 26 - PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR LE TITULAIRE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAÎTRE DE L'OUVRAGE DANS LE CADRE DU MARCHÉ

Il sera fait application de l'article 26 du CCAG Travaux.

ARTICLE 27 - PLAN D'IMPLANTATION DES OUVRAGES ET PIQUETAGES

27.1. Plan général d'implantation des ouvrages

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG Travaux, le plan général d'implantation des ouvrages est fourni dans le dossier de consultation des entreprises.

27.2. Piquetage général

En complément de l'article 27.2 du CCAG Travaux, le piquetage général des travaux sera effectué par le titulaire du Lot GROS-ŒUVRE, à ses frais.

27.3. Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Sans objet.

ARTICLE 28 - PRÉPARATION DES TRAVAUX

28.1. Période de préparation

Il est prévu une période de préparation.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, cette période n'est pas comprise dans le délai d'exécution du marché et a une durée d'UN mois.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

Par les soins du maître d'œuvre :

- Élaboration, après consultation des entreprises, du calendrier détaillé d'exécution énoncé à l'article 4.1.2 ci-dessus.

Par les soins du titulaire :

- Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prévus à l'article 28-2 du C.C.A.G.-Travaux.

- Exécution des voies et réseaux divers, conformément de la section 7 du décret n°94-1159 du 26.12.94 modifié, relatif à la sécurité et à la protection de la santé sur les chantiers.

- Etablissement et remise au maître d'oeuvre des plans d'exécution, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29.2 du C.C.A.G.-Travaux et au présent C.C.A.P.

- Etablissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26.12.94 modifié, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants). Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Par les soins du coordonnateur pour la sécurité :

- Adaptation et modification du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier conformément aux dispositions du décret n° 94-1159 du 26.12.94 modifié.

- Constitution du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail, 21 jours avant le début des travaux.

28.2. Programme d'exécution – Calendrier d'exécution

L'entrepreneur devra dresser un programme d'exécution des travaux. Le programme d'exécution des travaux précise notamment les matériels et les méthodes qui seront utilisés ainsi que la date de démarrage des travaux et leur durée d'exécution.

28.3. Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Il sera fait application de l'article 28-3 du CCAG Travaux.

28.4. Gestion de la qualité

Il sera fait application de l'article 28-4 du CCAG Travaux.

28-5. Registre de chantier

Par dérogation à l'Article 28-5 du CCAG Travaux, la taille du chantier ne justifie pas la tenue d'un registre de chantier.

ARTICLE 29 - ÉTUDES D'EXÉCUTION

29.1. Plans d'exécution des lots architecturaux

L'élaboration des plans et autres documents d'exécution est à la charge des entreprises, ces documents d'exécution seront soumis au maître d'œuvre pour VISA.

29.2. Documents à la charge des entreprises

Les entrepreneurs établissent d'après les pièces contractuelles les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, les notes de calcul études de détail, plans d'atelier.

A cet effet, les entrepreneurs susvisés font sur place tous les relevés nécessaires et demeurent responsables des conséquences de toute erreur de mesure. Ils doivent, suivant le cas, établir, vérifier ou compléter les calculs de stabilité et de résistance.

S'il reconnaît une erreur dans les documents de base fournis par le maître d'ouvrage, l'entrepreneur doit le signaler immédiatement par écrit au maître d'œuvre.

L'entrepreneur ne pourra en aucun cas se prévaloir d'erreurs, omission ou contradictions dans les documents contractuels pour motiver quelque réclamation que ce soit.

29.3. Approbation du maître d'œuvre

Les plans, notes de calcul, études de détail et autres documents établis par les soins ou à la diligence de l'entrepreneur sont soumis à l'approbation du maître d'œuvre, celui-ci pouvant également demander la présentation des avant-métrés.

L'entrepreneur ne peut commencer l'exécution d'un ouvrage qu'après avoir reçu l'approbation ou le visa du maître d'œuvre sur les documents nécessaires à cette exécution.

Sauf disposition contraire du présent CCAP ou des documents techniques du marché, ces documents sont fournis par envoi électronique.

ARTICLE 30 - MODIFICATIONS APPORTÉES AUX DISPOSITIONS CONTRACTUELLES

Il sera fait application de l'article 30 du CCAG Travaux.

ARTICLE 31 - INSTALLATION, ORGANISATION, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DU CHANTIER

31.1. Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantiers

31-1.1. Emplacement des installations de chantier

Les emplacements qui pourront être mis gratuitement à la disposition de l'entrepreneur, pour tout ou partie de ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux seront déterminés lors de la période de préparation en concertation avec le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, le coordonnateur SPS et les entreprises.

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux.

Le maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations réalisées par l'entrepreneur.

Le titulaire s'engage au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives aux installations de chantier.

31-1.2. Bureau du chantier

L'entrepreneur désigné dans le CCTP aura la charge d'installer une salle de réunion suffisante pour que chacun exerce sa mission dans de bonnes conditions.

31-1.3. Emplacements gratuits pour dépôts provisoires de déblais ou de terre végétale

Le CCTP définit les emplacements qui seront mis gratuitement à la disposition de l'entrepreneur, pour les dépôts provisoires ou définitifs de tout ou partie des déblais et/ou des terres végétales.

31-1.4. Mesures particulières concernant la sécurité et la santé

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG Travaux. Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

Les mesures ci-après, concernant la sécurité et la santé sont prises par les intervenants conformément aux articles L 4211-1 et 2, L 4531-1 à 3, L 4532-1 à 18 et R 4532-1 à 4533-7 du Code du travail.

Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur le plan des locaux pour le personnel et de leur accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs et répondent aux normes sanitaires de la législation en vigueur sur le territoire français. Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel ; leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le plan de sécurité et de santé

Le chantier est soumis à la mise en place d'un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le plan particulier de sécurité et de santé devra être transmis par l'entreprise au coordonnateur dans les conditions prévues aux articles R 4532-56 à R 4532-76 du Code du travail dans un délai de 30 jours après la notification du marché.

Le plan particulier prend en compte les obligations du plan général et précise notamment :

- les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques courus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les différentes phases

d'exécution des travaux ; il explicite, en particulier, en fonction du procédé de construction et du matériel utilisé, les moyens de prévention concernant, d'une part les chutes de personnel et de matériaux, d'autre part les circulations verticales et horizontales des engins ;

- les mesures prévues pour les premiers secours aux accidentés et aux malades ;
- les mesures concourant à une bonne hygiène du travail et, notamment en complément du projet d'installations de chantier, la consistance et la qualité des locaux pour le personnel.

Le plan particulier de sécurité et de santé est tenu à jour par l'entrepreneur qui en signale les modifications au coordonnateur. Il est tenu constamment à la disposition de l'inspecteur du travail ainsi que ses mises à jour. Il est conservé par l'entrepreneur pendant une durée de 5 ans à compter de la réception.

Ces conditions s'imposent aux sous-traitants et travailleurs indépendants dans les mêmes conditions. Il appartient aux entreprises titulaires de les répercuter.

Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail

Un collège interentreprises n'est pas prévu.

31.2. Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire devra remettre au maître d'ouvrage, sur demande de celui-ci, dans un délai de quinze jours, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier établi conformément à l'article 31.5 du CCAG travaux.

ARTICLE 32 - ENGINS EXPLOSIFS DE GUERRE OU MATÉRIAUX DANGEREUX

Les dispositions de l'article 32 du CCAG Travaux sont applicables au présent marché.

ARTICLE 33 – MATÉRIAUX OBJETS ET VESTIGES TROUVÉS SUR LE CHANTIER

Les dispositions de l'article 33 du CCAG Travaux sont applicables au présent marché.

ARTICLE 34 – DÉGRADATIONS CAUSÉES AUX VOIES PUBLIQUES

Les dispositions de l'article 34 du CCAG Travaux sont applicables au présent marché.

ARTICLE 35 – DOMMAGES DIVERS CAUSÉS PAR LA CONDUITE DES TRAVAUX OU LES MODALITÉS DE LEUR EXÉCUTION

Les dispositions de l'article 35 du CCAG Travaux sont applicables au présent marché.

ARTICLE 36 - GESTION DES DECHETS DE CHANTIER - DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement dans les conditions définies à l'article 7 du CCAG Travaux. Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

36.1. Mesures relatives à la gestion des déchets de chantier

Le CCTP définit les opérations de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les travaux vers les sites susceptibles de les recevoir.

Il précisera les modalités permettant au maître d'ouvrage de s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier.

36.2. Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution

En complément de l'article 35 du CCAG Travaux, le titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers, y compris ses sous-traitants et les autres entreprises intervenant sur le même chantier, du fait de la réalisation des travaux et prestations objet du marché.

La réception, prononcée avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être exercé à l'encontre du titulaire, en cas de réclamation auprès du maître d'ouvrage en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de la réception lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

ARTICLE 37 - ENLÈVEMENT DU MATÉRIEL ET DES MATÉRIAUX SANS EMPLOI

Les dispositions de l'article 37 du CCAG Travaux sont applicables au présent marché.

ARTICLE 38 – ESSAIS ET CONTRÔLE DES OUVRAGES

Par dérogation et en complément de l'article 38 du CCAG Travaux, les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrage sont prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou le CCTP. Les dispositions du 4 de l'article 24 du CCAG et de l'article 8.3 ci-dessus relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables aux essais et contrôles objet du présent article.

Le maître d'ouvrage ou son représentant sur proposition du maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché : les premiers essais, définis par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage ou son représentant seront à la charge du maître d'ouvrage. Tous les suivants, qui s'avèreraient nécessaires, les précédents n'étant pas satisfaisants seront à la charge de l'entreprise ; le programme ainsi que l'organisme chargé de les réaliser seront, dans chaque cas, définis par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

ARTICLE 39 - VICES DE CONSTRUCTION

Il sera fait application de l'article 39 du CCAG Travaux.

ARTICLE 40 - DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION

Il sera fait application de l'article 40 du CCAG Travaux sauf dérogations et compléments introduits par le présent CCAP.

CHAPITRE 5 : RÉCEPTION ET GARANTIES

ARTICLE 41 – RÉCEPTION

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte avec ou sans réserve, l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du CCAG.

ARTICLE 42 – RÉCEPTIONS PARTIELLES

En cas de phases correspondant à un ouvrage ayant sa propre fonctionnalité et autonomie, il pourra être prononcé des réceptions partielles conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG Travaux.

En cas de réalisation d'espaces verts, il sera prononcé des réceptions partielles conformément aux dispositions de l'article 11.6.3 ci-dessous.

Chaque réception partielle fera courir le délai de garantie propre aux ouvrages réceptionnés à compter de la date d'effet de cette réception.

Cependant, les sûretés constituées pour la réalisation des différentes parties d'ouvrages, objet du marché, seront maintenues dans leur montant jusqu'à expiration du délai de garantie du dernier ouvrage réceptionné. Elles pourront être mises en jeu au titre de la garantie de parfait achèvement propre à chacun des ouvrages réceptionnés.

Par dérogation à l'article 42.2 du CCAG travaux, la prise de possession par le maître de l'ouvrage, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrage doit être précédée d'une réception partielle dont les conditions seront fixées par le représentant du pouvoir adjudicateur et notifiées par ordre de service.

La date de réception sera unique pour tous les lots, et prendra effet à la fin de l'ensemble des travaux relatifs à la réalisation de l'ouvrage, sauf identification d'une partie d'ouvrage constitutive d'un lot qui ferait l'objet d'une réception partielle comme indiqué ci-dessus. Cependant, un constat d'achèvement des travaux pourra être établi lorsqu'un entrepreneur en fera la demande.

Dispositions particulières

Sauf disposition figurant au CCTP, la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves ou de la vérification des performances ou rendements obtenus, lorsque :

- les épreuves ne doivent être exécutées que postérieurement à la date d'achèvement des travaux ou de remise des ouvrages ;
- les épreuves, ou vérifications ne peuvent être faites qu'à certaines périodes de l'année ;

- sont prévues des performances ou des rendements fixés au préalable avec éventuellement des sanctions ou des bonifications financières en fonction des résultats obtenus.

ARTICLE 43 - MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES

Il n'est pas prévu de mise à disposition d'ouvrage.

Cependant, conformément à l'article 43 du CCAG travaux, un ordre de service pourra prescrire, le cas échéant, au titulaire, de mettre pendant une certaine période certains ouvrages ou parties d'ouvrage, non encore achevés, à la disposition du maître d'ouvrage. Dans ce cas, il sera fait application de l'article 43 du CCAG.

ARTICLE 44 - GARANTIES CONTRACTUELLES

44.1. Délai de garantie

Le délai de garantie prévu à l'article 44.1 du CCAG ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

44.2. Prolongation du délai de garantie

Il sera fait application de l'article 44-2 du CCAG Travaux.

CHAPITRE 6 : PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

ARTICLE 45 – DÉFINITION DES RÉSULTATS

En cas de besoin, il sera fait application du Chapitre 6 du CCAG Travaux.

ARTICLE 46 – RÉGIME GÉNÉRAL DES CONNAISSANCES ANTÉRIEURES ET DES CONNAISSANCES ANTÉRIEURES STANDARD

En cas de besoin, il sera fait application du Chapitre 6 du CCAG Travaux.

ARTICLE 47 – STIPULATIONS SPÉCIFIQUES AUX CONNAISSANCES ANTÉRIEURES ET CONNAISSANCES ANTÉRIEURES STANDARD

En cas de besoin, il sera fait application du Chapitre 6 du CCAG Travaux.

ARTICLE 48 – RÉGIME DES RÉSULTATS

En cas de besoin, il sera fait application du Chapitre 6 du CCAG Travaux.

CHAPITRE 7 : RÉSILIATION DU MARCHÉ — INTERRUPTION DES TRAVAUX

ARTICLE 49 – PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les dispositions de l'article 49 CCAG Travaux sont applicables au présent marché

ARTICLE 50 – CAS DE RÉSILIATION DU MARCHÉ

Les dispositions de l'article 50 du CCAG Travaux sont applicables au présent marché.

ARTICLE 51 – OPÉRATIONS DE LIQUIDATION

Les dispositions de l'article 51 du CCAG Travaux sont applicables au présent marché.

ARTICLE 52 - MESURES COERCITIVES

Les dispositions de l'article 52 du CCAG Travaux sont applicables au présent marché.

ARTICLE 53 - AJOURNEMENT ET INTERRUPTION DES TRAVAUX

Les dispositions de l'article 53 du CCAG Travaux sont applicables au présent marché.

ARTICLE 54 – CLAUSE DE RÉEXAMEN

Les dispositions de l'article 54 du CCAG Travaux sont applicables au présent marché.

CHAPITRE 8 : DIFFÉRENDS ET LITIGES

ARTICLE 55 – RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET DES LITIGES

Il sera fait application de l'article 50 du CCAG Travaux, avec la précision suivante : les litiges relatifs à l'exécution du présent marché seront soumis à la compétence du juge administratif.

ARTICLE 56 – DÉROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

Liste récapitulative des dérogations au CCAG

Articles du CCAG auxquels il est dérogé	Articles du CCAP dérogeant
9.4.4	9.4.1
9.4.4 al2	9.4.1
14.3	9.6
10.3.1	10.3
12.1.1	12.1
12.2.2	12.2
12.3.3	12.3
12.4.2	12.3
14.4.3	14
15	15
16	16
18.1.1	18.1
19.4	19.1
19.2.3	19.1.1
21.1	21
27.1	27.1
28	28.1
28.5	28.5
38	38
42.2	42

Fait à CINTRAY, le

Pour le maître d'ouvrage,
Monsieur le maire de la commune de CINTRAY